



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 3512

Texte de la question

MAÎTRISE DES DÉPENSES PUBLIQUES

M. le président. La parole est à M. Olivier Carré, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Olivier Carré. Madame la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, comme dans tous les pays développés, l'après-crise (*exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) se traduit par la nécessité de résorber les déficits publics pour stabiliser notre dette. Pour cela, il y a deux moyens : ou bien augmenter drastiquement les impôts, ou bien diminuer le poids de nos dépenses publiques.

La France subit déjà un taux de prélèvements obligatoires nettement plus élevé que ses principaux concurrents économiques.

M. Jacques Desallangre. Pas pour tout le monde !

M. Olivier Carré. Cela entrave notre compétitivité et notre croissance.

C'est la raison pour laquelle, pour résorber durablement les déficits, la seule voie efficace est de contenir la dépense publique. C'est ce que fait le Gouvernement. Pour la première fois depuis près de trente ans, les dépenses courantes du budget seront en diminution en 2012.

M. Pierre Gosnat. Mais pas les profits des banques !

M. Olivier Carré. Cet effort est notamment possible grâce à toutes les économies engrangées en réformant certaines politiques publiques : carte judiciaire, carte militaire, non-remplacement du départ à la retraite d'un fonctionnaire sur deux, simplification administrative.

Il fallait du courage politique. D'ailleurs, nos adversaires disent en avoir tiré un bénéfice lors des dernières élections sénatoriales.

M. Roland Muzeau. C'est vrai !

M. Olivier Carré. Dont acte.

Mais ces réformes, si elles ne sont pas populaires, étaient indispensables à notre pays : elles sont le seul moyen de voir un jour notre dette baisser.

M. Roland Muzeau. C'est vous qui faites exploser la dette !

M. Olivier Carré. Europe Écologie nous parle toujours de sobriété ; voilà un beau sujet de réflexion pour la gauche tout entière : comment être sobre en matière de dépenses publiques ? comment être économe des impôts payés par les Français ?

Cette question ne s'adresse pas seulement à la gauche ; elle se pose aujourd'hui à nous tous. C'est notre responsabilité. Il y va de la crédibilité de la France et de sa signature.

Le budget que vous nous proposez, madame le ministre, répond à cette question. Pouvez-vous nous rappeler comment se traduisent les économies que l'État va faire en 2012 ?

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement. (*" Allô ? Allô ? " sur les bancs du groupe SRC.*)

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, ce gouvernement, avec le soutien de la majorité, a accompli un effort sans précédent de maîtrise des dépenses publiques. En 2010 et en 2011, nous avons dépensé 16 milliards d'euros de moins que nos prédécesseurs ! (*" C'est faux ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Marcel Rogemont. Et créé combien de niches fiscales ?

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Ces 16 milliards sont le fruit de nos réformes : la réforme des retraites, la réforme de l'hôpital, qui a diminué d'un tiers les déficits des hôpitaux publics, la réforme de l'assurance maladie. Pour la première fois, nous aurons, pendant trois ans, maîtrisé nos dépenses d'assurance-maladie. (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Ces 16 milliards sont aussi le fruit des économies que nous faisons. (*Même mouvement.*) Vous l'avez dit, pour la première fois, les dépenses de l'État vont diminuer d'une année sur l'autre ; les dépenses de personnel baisseront aussi.

M. Jean-Paul Lecoq. Politique absurde !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Très concrètement, nous aurons supprimé 6 000 voitures de fonction. (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe SRC.*) Nous aurons restitué ou vendu 300 000 mètres carrés de locaux administratifs. Nous aurons divisé par deux nos factures informatiques, nos factures téléphoniques. Nous aurons supprimé 150 000 postes dans la fonction publique d'État. (*Huées sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Ces efforts commencent à porter leurs fruits. Notre déficit public va baisser de 15 % ; le déficit de la sécurité sociale baissera de 40 % en deux ans.

J'entends l'opposition dire qu'elle veut revenir sur toutes ces réformes et dépenser plus. Je vous le dis : au mieux, c'est une profonde erreur ; au pire, c'est un mensonge. Pour celui qui veut désendetter la France, il n'y a pas d'autre chemin que les économies dans les dépenses. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Marcel Rogemont. Et les recettes ?

Données clés

Auteur : [M. Olivier Carré](#)

Circonscription : Loiret (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3512

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 octobre 2011